

«Si on ne se penche pas sur le sort des étrangers, si on ne voit pas ce que nos lois sont capables de produire, on ne mesure pas l'abaissement de notre degré de démocratie.» *Simone Gaboriau, magistrate.*

L'IDENTITÉ NATIONALE

Un film de Valérie Osouf

Retranscription entretien George Pau-Langevin

GPL : **0'00** (pas de son) C'est assez frustrant (**00'30**) parce que on a du mal à avoir de bons résultats et en plus c'est pas très payé, en tous cas à notre niveau. Il est propriétaire de son appartement, il est responsable de sa société, (**01'00**) il vit sans problème mais sans papier, c'est assez étonnant parce qu'on se rend compte que si justement vous ne prenez pas le métro, que vous êtes propriétaire de votre appartement au fond vous vous dispensez très bien d'avoir des papiers, personne ne vous demande rien et du coup pour lui c'est très embêtant parce que il voudrait maintenant régulariser sa situation mais on hésitait (**01'30**) à le faire se découvrir puisque à partir du moment où il va en préfecture il dit qu'il voudrait bien être régularisé, il court le risque d'avoir des soucis, donc il a attendu quasiment de nouveau un an, après nous avoir vu première fois, on lui disait « bon écoutez peut être que c'est délicat, surtout en ce moment, de se manifester », parce qu'il veut vraiment y arriver à se régulariser mais il est dans une situation impossible (**02'00**) parce que lui il avait fait l'objet d'une interdiction de séjour suite à une condamnation donc il n'est jamais parti et finalement il a toujours travaillé comme ça, je présume qu'il travaillait au noir, enfin il avait une société et finalement on s'aperçoit que il y a des gens qui peuvent très bien vivre sans papiers.

VO : On a un homme comme ça qu'on filme, lui le problème, justement on ne peut pas relever une (**02'30**) interdiction du territoire si elle a expiré et tant qu'elle est encore dans le dossier, c'est un frein à la régularisation.

GPL : J'ai écrit à la préfecture de Pau qui a prononcé l'interdiction du territoire, lui il habite ici, il m'a dit que depuis le temps, il ne voyait pas ce qu'il venait faire la dedans, je lui ai dit si si, c'est vous qui avez prononcé l'interdiction du territoire donc c'est à vous à relever, mais si il demande à être relevé de son interdiction du territoire, il faut qu'il prouve qu'il est parti alors que justement lui n'est jamais parti. (**03'00**)

VO : Danièle Lochack, pour parler de la législation et des pratiques actuelles à l'égard des étrangers estime que la France est passée des dérives xénophobes à la xénophobie d'Etat, elle parle des amalgames délibérés avec une création de l'identité nationale, de la politique

du chiffre, des quotas, de la mise en forme législative, d'une idéologie d'exclusion, j'aimerais savoir ce que vous en pensiez structurellement ? (03'30)

GPL : **Moi, je crois qu'effectivement on est assez surpris, de voir l'utilisation qui est faite de l'épouvantail immigration dans l'assemblée actuelle, justement nous étions un certain nombre à penser qu'il ne fallait pas que le FN entre à l'assemblée parce qu'il y avait des propos dignes du FN et on ne voulait pas les entendre dans une enceinte comme l'assemblée or on s'aperçoit qu'aujourd'hui il y a une fraction des députés de droite (04'00) qui tiennent des discours qui ne seraient pas désavoués par le FN, curieusement ce sont souvent des députés Sud Est et d'ailleurs de régions qui ne sont pas spécialement des régions qui semblent à feu et à sang, les Alpes maritimes, on se dit que ça ne doit pas être si épouvantable de vivre dans les Alpes Maritimes, et je ne comprends pas pourquoi ces députés tiennent des discours qui sont vraiment à la limite du FN. (04'30)** On n'arrive pas trop pas très bien à savoir avec le gouvernement actuel si il manie l'épouvantail étranger parce que cela lui semble rentable électoralement ou si cela correspond vraiment à une xénophobie d'Etat. Est ce que c'est une conception de la société Française ou est ce que c'est parce que ils cherchent un positionnement qui leur semble rentable électoralement ? On s'aperçoit qu'on passe alternativement d'une politique à l'autre. Par exemple Sarkozy c'est quand même bien lui (05'00) qui avait supprimé la double peine, et aujourd'hui on est en train d'y revenir donc quelle est son opinion exacte, on a quand même du mal à comprendre.

VO : C'est en tout cas prenant de grands risques en termes de cohésion sociale.

GPL : Effectivement, on flirte manifestement avec ce type de sujets et il me semble que l'idée de base est quand même de faire plaisir à la frange la plus extrême de l'opinion de droite en France. (05'30) **Il est clair que lorsqu'on tient un certain nombre de discours notamment sur les jeunes, sur la délinquance des jeunes issus de l'immigration, il est très clair cela a une visée c'est de satisfaire une certaine conception de la France qui est particulièrement recroquevillée sur elle-même.** Après la loi sur l'immigration où il y a avait eu tout un débat, tout un débat sur l'aide médicale pour les étrangers, on a eu aussi tout un débat sur les délinquants étrangers à qui on voulait enlever leur (06'00) nationalité et dans la foulée on a quand même constitué une mission pour que la droite essaye de voir comment elle peut parvenir à retirer cette nationalité à des gens qui l'ont aujourd'hui et à qui en l'état actuel du droit on comprend mal comment on pourrait l'enlever. Donc il y a quand même une partie de cette majorité qui essaye de faire avancer une idéologie qui précédemment était une idéologie totalement de droite (06'30) alors fort heureusement il y a une quand même une partie de cette majorité qui résiste. Au Sénat, une partie de l'UMP est relativement centriste, donc peut être qu'ils n'arriveront pas totalement mais il y a quand même une frange organisée de députés qui d'ailleurs comme Vanest dit que des accords avec le FN sont possibles, donc il me semble qu'il y a effectivement toute une partie de la droite dure qui aujourd'hui n'hésite pas à avancer des idées qui autrefois n'auraient pas été concevables pour une droite modérée. (07'00) Quand on les entend parler, on est quand même assez, regardez Mariani c'est un type très souriant, lui qui a quand même sorti l'histoire des tests ADN, sans arrêt des discours qui sont à la limite.

VO : Justement, c'est quoi la limite ?

GPL : En tout cas, la limite du FN, justement auparavant on disait il y a la conception qui est celle de la droite républicaine qui est quand même (07'30) accrochée aux grandes valeurs d'égalité et puis je pense aussi qu'il y a eu une partie du RPR de l'époque qui comprenait des gens qui avait fait la seconde guerre mondiale et qui avaient quand même compris le rôle des peuples issus des colonies pour la libération de la France et il me semble que cela ça avait quand même chez eux entraîné une forme de discours qui respectait (08'00) un certain nombre d'idées ou de conceptions concernant les droits des peuples issus des

anciennes colonies et je crois qu'il y a un effet générationnel, maintenant c'est terminé. Des gens pour Sarkozy pour eux, la colonisation, la libération, tout cela ce sont des thèmes de l'histoire mais cela ne les concerne pas réellement et donc dans leur approche de l'identité de la France, dans leur approche de ce qu'est d'être français c'est vrai que toute la période et toutes survivances (08'30) de la période coloniale qui a entraîné cette France plurielle pour eux cela n'existe pas ce n'est pas leur monde. Maintenant c'est chacun chez soi.

VO : et puis là aussi, ceux dont c'est tout à fait le monde et qui sont justement issu de l'Algérie française, le lobby pieds-noirs...

GPL : C'est la seule explication, concernant la position des députés du Sud de la France, puisque chez eux la vie n'est pas pire qu'ailleurs, c'est incompréhensible sinon si il n'y avait pas ce poids (09'00) des déçus de la colonisation.

VO : Vous avez l'impression que ces mêmes députés il y a 20 ans ils n'auraient pas osé proposer ce qu'ils proposent aujourd'hui ?

GPL : Je pense qu'il y a 20 ans, ils n'auraient pas osé s'exprimer comme cela ou alors ils seraient alliés au FN. Mais aujourd'hui que des gens, au sein d'un même parti, des Etienne Pinte et des Ciotti, cohabitent, c'est quelque chose qui est incompréhensible.

VO : Ceci dit...(09'30) Au sein du PS

GPL : Il a aussi effectivement des autoritaires et des... (rires) On aurait pu penser qu'il y avait un certain nombre de grands principes constitutionnels, d'égalité, de droit. Il y a des choses sur lesquelles on pensait qu'il y avait une base d'accord entre droite et gauche et c'est ce qui m'a frappé, lorsque on a entendu à la commission sur la nationalité..., les vieux gaullistes comme Mazeaud pour eux il y a des sujets (10'00) qu'on ne peut pas remettre en cause vous voyez et le fait que quelqu'un qui naît en France a la nationalité, pour eux c'est quelque chose qui, le fait qu'on n'enlève pas sa nationalité à quelqu'un il y a une sorte d'égalité de droit entre français c'est quand même des notions qui semblent acquises pour eux et que ce soit remis en cause on sent bien que ça les surprend.

VO : Je voulais qu'on aborde le durcissement de la politique migratoire, quel est votre point de vue sur (10'30) ce durcissement depuis disons 1974 y compris sous Mitterrand et particulièrement depuis Sarkozy ?

GPL : **Je pense qu'il y a une tendance de fond en Europe qui est de vouloir se protéger contre le monde, le fait que le monde change et c'est vrai que cette idée de vouloir se protéger de l'immigration c'est quelque chose qui est une constante (11'00) à travers tout, quelque soit l'évolution des gouvernements, il y a toujours cette notion qu'on risque d'être envahi, de perdre notre identité, de perdre nos valeurs à cause de l'envahissement de peuples qui sont venus d'ailleurs.** Mais j'ai l'impression qu'il y a plusieurs facteurs, il y a à la fois le fait que objectivement le reste de la population mondiale croît assez vite donc comme dit je ne sais quel humoriste, il y a de plus en plus d'étrangers dans le monde forcément, la population relative européenne diminue. Il y a aussi le fait que la place (11'30) de l'Europe dans le monde diminue parce qu'elle se sent concurrencée par des puissances émergentes ; on voit bien ce qu'il se passe avec les délocalisations où la personne qui est dans une usine en France a le sentiment que les méchants du tiers monde ne prennent leur emploi. Avec ce dilemme, qui n'est absolument pas résolu, parce que on ne peut pas à la fois vouloir que les usines n'aillent pas dans le tiers monde et ne pas vouloir (12'00) que les gens du tiers monde viennent travailler dans les usines ici, or on s'aperçoit que les gens sont crispés sur les deux peurs, peur que leur emploi parte et que leur usine parte et ils ont à la fois peur que d'autres personnes ne viennent faire ses emplois ici en métropole. Nous sommes sur cette peur générale en Europe, d'être dépassés dans le

monde et à partir de là, on a un gouvernement de droite comme de gauche réunis, une opinion publique qui souvent (12'30) demande d'être protégée contre l'extérieur et en même temps vous avez dans notre société une partie aussi de l'opinion importante qui continue contre vents et marées à affirmer une solidarité avec les gens issus d'autres continents et qui parfois le vit, le met en œuvre. **On est à la fois un pays où il y a le FN qui est au deuxième tour de présidentielle en 2002 et un pays (13'00) où vous avez un nombre de mariages mixtes considérable donc avec un métissage considérable, on est un pays où l'adoption d'enfants du tiers monde est considérable aussi.** J'ai vu que le premier pays où on avait des enfants adoptés c'était Haïti, donc vous avez chaque année 5000 enfants qui arrivent en France de divers coins du globe et qui effectivement sont attendus et chéris par des familles mais aussi rentrent (13'30) dans la famille les grands parents...Donc tout cela montre des relations assez compliquées avec le monde extérieur mais il me semble que jusqu'à présent c'est en essayant en tout cas de se tenir à de grands principes qu'on a pu résorber les tentations xénophobes. **Là où aujourd'hui la xénophobie est devenue, me semble-t-il, plus dangereuse, c'est que elle prend justement ce visage un peu souriant.** (14'00) Avant quand Marine Le Pen ou le Pen s'exprimaient, c'était en des termes haineux à l'égard des étrangers, en disant que c'est inadmissible, on ne va pas accepter. Alors que aujourd'hui on vous dit « qu'est ce que ça a de mal, pourquoi ça vous gêne, c'est pas choquant, on dit simplement qu'ils devront attendre avant de rejoindre leur famille etc... » La même politique ou une politique beaucoup plus dure qu'il y a 10 ans est menée avec un discours qui est très lénifiant, (14'30) je ne sais pas si vous avez suivi les derniers débats sur l'immigration où à nouveau c'était un tour de vis considérable pour essayer de porter atteinte aux droits des étrangers et en même temps un discours très lisse, Eric Besson vous n'a jamais dit « dehors les étrangers, j'aime pas les étrangers » ; c'est relativement subtil comme nouvelle approche.

VO : (15'00) Est ce que vous pensez que la jeune histoire de la législation française sur les étrangers soit quand même plutôt en continuité depuis 30 ans ou est ce une vraie rupture à laquelle on assiste ?

GPL : Moi ce qui m'inquiète d'ailleurs là-dessus, on peut dire qu'il y a eu, je pense que quand la gauche était au pouvoir, elle a essayé davantage de respecter les droits de l'homme, (15'30) d'être attentive à des situations individuelles qui soient dignes d'intérêt mais en gros l'opinion a toujours demandé cela effectivement depuis 30 ans : « protégez nous contre l'arrivée des étrangers. »

VO : Ce n'est jamais la première demande de l'opinion en même temps, on nous le martèle quotidiennement...

GPL : **Ce qui est bizarre, c'est que l'on est sur un discours, j'allais dire, schizophrène. Parce que en fait, vous allez constater (16'00) que la gauche a un discours beaucoup plus humaniste et heureusement parce que je me reconnais dans ce que fait la gauche mais elle a quand même, mis en place des centres de rétention, elle a quand même essayé de mettre en œuvre une politique qui limitait, toujours la fameuse théorie de l'appel d'air, qui limitait l'arrivée d'étrangers en France ou facilitait le départ de ceux qui n'avaient pas trouver de job.** Mais la droite a un discours extrêmement sécuritaire, (16'30) vindicatif à l'égard des étrangers et mais quand vous prenez la réalité des régularisations, vous vous apercevez que finalement il y a quand même pas mal de gens qui sont régularisés parce que il y a un phénomène économique qui fait que l'immigration est venue, que les migrants ont leur place dans le marché du travail ; donc que les patrons en ont besoin, vous avez, par ailleurs, un certains nombre de données de base, comme les liens avec la France qui font que même si (17'00) les lois votées par la droite vous disent « désormais on n'en tient plus compte et on va renvoyer les gens », concrètement il y a un certain nombre de tribunaux, un certains nombres de dispositions, qui font que concrètement il n'y arrivent pas. Depuis que la droite est revenue et a un discours très sécuritaire, on

empoisonne à peu près 100 000 personnes à faire des contrôles, à les pourchasser, à essayer de les dégoûter en fait, on les met en rétention et (17'30) les ¾ qui sont passés par la rétention, finalement, ne partent pas ; parce que on est quand même dans un Etat de droit, il y a des tribunaux, des règles internationales qui font que une fois que la personne est là, qu'elle a des attaches avec la France, même le matamore le plus accompli aura beaucoup de difficulté à la faire partir, c'est pourquoi je pense qu'aujourd'hui toute la politique depuis 20 ans s'arc-boute sur le fait de ne pas faire entrer les gens, parce qu'on s'est très bien (18'00), il y a des données humanitaires, qui font que une fois que la personne est arrivée c'est très difficile de la faire partir.

VO : Cela a un coût économique énorme.

GPL : Comme vous dites et puis surtout je pense moi souvent même aux gens qui font ça, cela doit être absolument frustrant. **Je suis allée visiter le centre de Lille-Lesquin où on discutait avec les gens qui étaient au centre de rétention et je pense qu'ils ont l'impression de faire quelque chose qui ne sert à rien, puisqu'ils arrêtent, (18'30), je ne sais pas, contrôle d'identité ils en font un nombre incalculable tous les jours, ils mettent en rétention près de 3000 personnes par an, à la fin il y en a 400 qui sont renvoyés effectivement dont 200 à la frontière belge donc qui reviennent dans la journée, quand vous faites cela vous avez l'impression de perdre votre temps. Et tout cela a un coût, le centre est tout à fait correct, très grand, il y a du personnel, tout cela pour rien, on mettrait le même argent (19'00), sur des projets retour au pays vraiment efficaces, je pense que cela serait beaucoup plus utile.**

VO : Le budget prévention par rapport au budget de la répression, c'est un problème en soi.

GPL : D'une manière générale, ça c'est sur. Mais là sur l'immigration on se dit qu'effectivement et on refuse seulement d'admettre qu'on ne peut pas faire partir quelqu'un (19'30), par conséquent on le remet en rétention et espérant qu'à la fin il va se lasser, qu'il va partir de lui-même, mais en attendant on dépense des sommes considérables pour des résultats sans grand intérêt.

VO : Vous étiez déjà investie dans la politique dans les années 80 ?

GPL : Oui, j'ai oublié de dire quand même sur cette affaire, je pense (20'00) qu'il vaudrait mieux un moment donné se faire, les étrangers qui sont dans telle ou telle situation, on ne pourra pas les faire partir, à ce moment là cette personne là on lui donne des papiers, ceux qui ont des enfants français, ceux qui ont un travail, ceux qui viennent d'un pays dans lequel on ne pourra pas les renvoyer parce que c'est le chaos donc ceux là ce sont des gens que de toute façon on ne renvoie pas donc autant leur donner un titre de séjour et qu'ils travaillent correctement. J'ai adhéré au PS en 75, ça fait (20'30) longtemps mais pendant très longtemps j'étais une sorte de militant dormant je m'occupais beaucoup du MRAP, et j'allais à mes réunions de section sans être très active ; finalement j'ai commencé à être active surtout en 87.

VO : Justement, après les deux cohabitations, comment se fait il qu'il n'y ait pas plus de lois Pasqua – Debré qui n'aient pas été abrogées quand la gauche est revenue au pouvoir.

GPL : **Si vous regardez bien (21'00) pourquoi on modifie sans cesse les lois contre l'immigration ca va dans un sens comme dans l'autre, à chaque fois quand la gauche est là, elle essaie de voter une loi qui soit plus libérale et quand la droite revient elle refait la loi Pasqua. A chaque fois, c'est Pénélope, on fait dans un sens et on défait dans l'autre. Globalement on peut considérer qu'au fur et à mesure on ne revient jamais au point de départ. (21'30) Quand j'ai commencé à militer, les africains**

n'avaient pas de titres de séjour par exemple, ils rentraient, ils sortaient, cela semblait normal.

VO : Les personnes issues d'anciennes colonies, pas les autres subsahariens ?

GPL : Si l'ancien Empire Français vous savez. Ils entraient, ils sortaient librement donc, ce qui fait que du coup ils entraient, ils sortaient. Alors que aujourd'hui, comme ils sont astreints à avoir des titres de séjour et qu'ils sont de plus en plus contingentés, (22'00) effectivement il ne sortent plus, ils sont reliés à la famille, alors qu'à l'époque, pourquoi ils étaient dans des foyers ? Ils étaient dans des foyers et la famille était au pays, en entrant et en sortant comme ça, ils gardaient la famille au pays, alors que là du coup on a fait rentrer la famille ici.

VO : Pourquoi l'immigration est toujours présentée et traitée comme un problème ? Et même sur le plan économique. Là on va voir, [El Mouhoub Mouhoud \(économiste\)](#), les gens arrivent à prouver chiffres à l'appui et c'est pas des extrémistes super gauchistes (22'30), qu'elle rapporte plus qu'elle nous coûte ?

GPL : On avait parlé de faire une journée sans immigrés, mais il y a de larges pans de l'économie qui ne fonctionneraient plus. Alors vous avez l'immigration et les enfants issus de l'immigration, je pense qu'à la deuxième génération c'est encore plus net. Si vous prenez le 20^{ème} arrondissement, la plupart des cafés, (23'00) c'est la deuxième génération, les parents avaient peut être été ouvriers ou avaient une petite épicerie, souvent d'ailleurs quand ils avaient été licenciés, ensuite ils avaient la petite épicerie et puis à la deuxième génération, les enfants ils ont de grands commerces. Vous enlevez, dans le 20^{ème} tout ce qui est boulangerie, vous avez une grande majorité qui sont issus de l'immigration maghrébine, épicerie évidemment on n'en parle pas, les cafés aussi, (23'30) vous enlevez tout ça, la vie s'arrête dans beaucoup d'endroits. Je ne parle même pas de tout ce qui est emplois, même à la ville de Paris, tout ce qui est jardin, la propreté, tout ça des choses qui seraient en très grande difficulté. Ce qui est plus important, vous prenez tout ce qui est nounou pour les enfants, les auxiliaires de vie pour les personnes âgées, vous enlevez (24'00) les gens issus de l'immigration, on serait bien embêtés avec nos personnes âgées. La France n'a pas de problème de natalité, on a qu'à regarder les écoles, on sait bien qu'une grande partie de cette jeunesse, ce sont des jeunes qui sont issus des familles immigrées.

Par conséquent, je crois que aujourd'hui, non seulement sur le plan économique, les choses seraient très difficiles si il n'y avait pas tout cet apport de l'immigration. (24'30) Je pense que même les citoyens, les français d'aujourd'hui, il y en a une grande partie qui est issue de ..., qui est vivante parce que il y a eu de l'immigration. **Je crois que véritablement on a cette tendance à craindre, ce discours sur l'immigration est en fait un discours de crainte sur l'identité, savoir que la France bouge, qu'elle évolue.** Mais les régions (25'00) qui sont restées figées dans leur identité passée, sont souvent des régions qui décrochent beaucoup. Les régions les plus dynamiques, les plus vivantes, les plus jeunes en France sont des régions où il y a eu beaucoup d'immigration, alors que les régions désertes et vieilles sont des régions où il n'y a pas eu d'immigration. Donc je pense que aujourd'hui l'apport de l'immigration est non seulement économique mais il est même vital pour la société française.

VO : Et vous me listiez que des emplois non qualifiés et sous payés (25'30)...

GPL : Non je pense que beaucoup de cafés et de boulangeries de notre arrondissement sont plutôt des établissements prospères. (rires)

VO : Si on compare à la grande Bretagne, la proportion de gens issus de l'immigration à des postes à responsabilité...

GPL : Dans ce pays, on n'est pas totalement franc (26'00)... puisque on ne veut pas faire des études pour justement ne pas voir où on en est. Nous on dit, « nous sommes bien meilleurs que les anglais, nous nous avons une intégration qui est mieux faire, les anglais, horreur sont des communautaristes, donc ça ne permet pas les même mélanges » ; mais ils ont peut être une effectivement une organisation par communauté mais ils ont aussi une politique d'intégration très active, une lutte anti discrimination qui est très active et justement (26'30) Ils vérifient en faisant des enquêtes, où on en est et quand l'enquête montre qu'il y a un retard sur tel (point), ils corrigent. Et surtout, je pense que les anglais sont très attentifs à l'importance des modèles et c'est ainsi qu'ils ont très tôt permis qu'il y aient des élus issus de toutes les minorités et aujourd'hui, il y en a quand même beaucoup, et ils ont même fait en sorte que (27'00) qu'il y aient des Lords issus des minorités, c'est vrai qu'on peut se dire que évidemment celui qui galère dans une banlieue pourrie plutôt que d'avoir un Lord qui est asiatique ou qui est caribéen ça ne change pas sa vie de tous les jours mais sur le plan symbolique c'est quand même extrêmement important.

VO : Parce que là l'assemblée c'est moins qu'en 58 pour la diversité ?

GPL : C'est pas très brillant pour l'instant (27'30) mais je pense que justement nous en disant, comme vous avez raison, dans les hautes sphères financières, il n'y a pas énormément de monde, il y en a plutôt moins qu'en GB. J'avais lu un article dans le monde, qui disait « mais c'est inadmissible, à la City, il y a pas beaucoup de financiers issus des minorités » d'accord mais vous irez dans les grandes sphères financières en France, vous n'avez pas non plus énormément de gens issus des minorités. On a, nous, (28'00) finalement, et les associations aussi, réalisé assez tardivement qu'il ne suffisait pas de se battre pour que les immigrés aient des droits égaux et ce genre de chose et par exemple qu'on leur réhabilite leur foyer mais qu'il y avait...

Quand les gens migrent c'est souvent pour améliorer leur situation et celle de leurs enfants donc à la limite même si quelqu'un vit dans un foyer pourri durant longtemps, si à la deuxième génération, son enfant peut accéder (28'30) à des responsabilités, pour lui il n'a pas perdu sa vie alors que nous très souvent les associations se sont battues sur des questions immédiates parce que c'est ce qui nous crée une compassion immédiate, mais parfois cette notion de la discrimination, de lutte contre la discrimination y compris indirecte, c'est une notion sur laquelle en France on est très frileux. J'ai remarqué que quand j'ai fait une proposition là-dessus, à la fois (29'00) la droite m'a dit « Mme Langevin, vous allez voir ce que vous allez voir, nous on fera bien mieux etc. », bon ils n'ont rien fait ou pas grand chose et la gauche a été un peu perplexe en se disant « mais une fois qu'on est français on a l'égalité donc pourquoi aller voir, une fois qu'on a décrété l'égalité, cela signifie qu'on doit se battre pour l'égalité de traitement » mais savoir si à l'arrivée il y a l'égalité, au fond c'est un peu que le meilleur gagne ! « Vous avez les même droits que les autres (29'30) débrouillez-vous ! ». Alors qu'en Grande Bretagne, ils regardent si concrètement on est arrivé à quelque chose et ils essaient de corriger alors que nous on a des tas de raisons, on a vraiment discuter à perte de vue sur ces questions des enquêtes et justement de la discrimination indirecte, parce que pour beaucoup de gens on doit condamner quelqu'un si par exemple il dit « je ne vous embauche pas parce que vous êtes noir », cela c'est très mal, on doit le condamner. (30'00) Si il n'embauche toujours pas mais qu'il ne dit rien, là on ne peut rien faire. Et là, bien évidemment le patron qui aujourd'hui qui n'a pas envie d'embaucher des noirs ou des maghrébins, il ne va pas l'écrire, mais simplement il ne le fera pas. Et tant qu'on n'ira pas regarder si concrètement dans son staff il n'y a pas de diversité, je pense qu'on est resté à la moitié du chemin, puisque ce qui importe (30'30) aux personnes discriminés, ce n'est pas qu'on condamne lourdement tel ou tel, c'est que concrètement dans la vie de tous les jours, tous ces jeunes qui ont obtenu un diplôme, qui peuvent occuper un emploi, qu'on incite l'entreprise à les embaucher. C'est la dessus que la Grande Bretagne a travaillé sur la question d'une manière plus concrète que nous, et c'est peut être aussi

pourquoi une grande partie des jeunes issus de l'immigration ici (31'00) partent travailler en Grande Bretagne, parce que ils ont parfois plus de chances là-bas d'y arriver.

VO : J'aimerais qu'on recentre sur l'accès à la nationalité, à la naturalisation, que pensez vous de la double nationalité comme principe ?

GPL : J'ai vu que les députés de droite, y compris Goasguen, sont très hostiles à cela en disant en gros « quand on naturalise quelqu'un ou quand il a la nationalité française il faudrait qu'il dise oui ou non s'il garde une autre nationalité. (31'30) Mais cela, ça part de l'idée que en matière de nationalité, c'est l'individu qui décide alors que c'est la loi de son pays qui prime. A la limite même si lui dit je décline ma nationalité mais que son pays ne le libère pas de ses liens d'allégeance, il ne se passera rien. Et vous pouvez toujours l'interroger, il ne se passera rien. On a vu aussi, par exemple, vous avez des gens qui vivent en France, qui sont souvent considérés comme français, ils sont belges, on n'est jamais venu leur dire, il faudrait que vous vous libériez de votre nationalité belge pour avoir (32'00) quelques droits en tant que français. On voit bien que là encore, c'est une espèce d'obsession qu'à la droite sur l'idée de purifier, le vrai français, il faut arriver à distinguer ceux qui sont de vrais français, qui ont le droit de l'être, qui le sont à part entière et tous les autres qui sont des français de circonstance, ou des français de papier qu'il faut arriver à débusquer, il faut arriver à leur faire avouer si oui ou non ils ont une double allégeance. Je crois que cela, c'est quelque chose qui a quand même des relents de périodes (32'30) qui étaient extrêmement désagréables. Trop souvent, ceux dont on met en doute le patriotisme ou l'attachement à leur pays, c'est parce qu'il viennent d'anciennes colonies et ils ont beau dire, « mais nous on a payé l'impôt du sang, nos parents ont payé l'impôt du sang, ils se sont battus pour la France avant même d'avoir vraiment la nationalité », cela on a l'impression que c'est un discours qui passe aujourd'hui (33'00) qui n'est plus audible pour une partie de la droite. Et j'ai l'impression que, justement, dans ces affaires de nationalité, c'est qu'on voudrait savoir qui a la double nationalité, parce que pour eux la double nationalité, c'est, par définition, un traître en puissance alors que si vous avez par exemple la double nationalité avec Israël ou avec l'Amérique, là ce n'est pas ceux-là qu'on essaie de débusquer. (33'30) Et il me semble que cette manière de demander que les jeunes puissent faire une déclaration quand ils acquièrent la nationalité, c'est quelque chose qu'on ne comprend pas puisqu'il n'y a aucun français qui, à 18 ans, fasse une déclaration pour dire s'il fait allégeance aux valeurs de son pays. Alors on peut imaginer, qu'à 18 ans, on fasse ce type de déclaration mais pourquoi (34'00) la réserver aux enfants issus de l'immigration ; cela signifie qu'on met en doute leur loyauté à l'égard de leur pays.

VO : Justement j'aimerais qu'on parle de la tranche d'âge à laquelle ils doivent demander la nationalité. Les jeunes dits « des quartiers » entre 16 et 18 ans, c'est souvent l'âge où on n'a pas franchement envie d'être français pour des raisons de discrimination plutôt évidentes et c'est souvent l'âge si un moment on va avoir un détour (34'30) un peu délinquant et du coup s'il y a casier, il n'y a plus nationalité. Or on aurait pu dire que à partir de l'âge où on est conscient ou éclairé, on peut demander à être naturalisé mais jusqu'à sa mort. Que pensez vous de cette fourchette d'âge et nous la décrire ?

GPL : L'âge 16/18 ans (35'00) n'est pas la bonne période d'âge sans doute... Pour les jeunes de choisir entre grosso modo la nationalité d'origine de ses parents et sa propre nationalité, quelque part l'automaticité était une simplification. Il faut bien voir que aujourd'hui on va plus loin puisque un jeune qui a grandi en France, en gros, l'Etat n'apprécie pas s'il a grandi en France durant les 5 dernières années, il demande la nationalité à 16 ans (35'30), il doit l'avoir c'est quasiment presque un dû. Alors que la aujourd'hui c'est la dessus qu'il faudrait revenir pour arriver à exclure le jeune qui aurait fait des bêtises, ils vont se retrouver face aux institutions, aux éducateurs, je ne pense pas qu'on arrivera à changer cela réellement parce que de surcroît en fait les jeunes des quartiers, si vous regardez bien aujourd'hui il y a

en a de moins en moins (36'00) qui arrivent de très très loin, ils sont souvent dans des familles qui ont déjà une histoire avec la France, ont eu la nationalité, beaucoup de pères ont été français ou même sujets français donc je ne pense pas qu'on arrivera à changer grand chose là-dessus. **Ce qui me frappe beaucoup, c'est qu'on continue sur la nationalité à avoir des idées totalement erronées y compris chez les décideurs, le nombre de fois ou j'entends dire (36'30) par exemple que les gens, les femmes viennent accoucher à Mayotte ou en Guyane pour que leur enfants aient la nationalité française, ce qui est absolument faux puisque quand l'enfant naît en France, le simple fait de naître en France, ne vous donne pas la nationalité. Et quand vous dite quelque chose de simple du style « peut être qu'elle vient d'accoucher parce que au moins là-haut l'enfant vivra, la mère vivra puisqu'ils seront dans une maternité un peu plus moderne (37'00) que dans leur pays d'origine », tout le monde vous regarde avec des yeux ronds,** le fait de dire « elle vient accoucher pour que l'enfant ait la nationalité » ; cela signifie qu'elle se projette 13 ans après, au moment où on peut demander la nationalité pour un enfant, cela signifie que durant ces 13 ans elle ne sera pas partie, si quelqu'un vit 13 ans en clandestinité en France, à un moment donné autant régulariser. Mais on voit bien qu'il y a ce fantasme de se dire que la nationalité est une sorte de viatique que les gens essayent (37'30) d'avoir par fraude, l'idée que au fond pour beaucoup de gens, on est surtout dans une situation où il s'agit de survivre, de s'alimenter, de manger, pour un certain nombre de nos responsables politiques ce sont des notions qui leur sont étrangères.

VO : Est ce qu'on peut avoir accès à la naturalisation si on a un casier judiciaire ?

GPL : Normalement, non c'est très difficile. C'est pour cela que vous avez des famille dans lesquelles vous avez 5 frères et sœurs qui sont français (38'00) et le dernier qui demeure étranger parce que, là encore ce sont des idées qui me semblent fausses puisque, de toute façon et malheureusement c'était une loi qu'avait fait Sarkozy sur laquelle on est en train de revenir : quelqu'un qui a ses parents, ses frères et sœurs en France même s'il n'a pas la nationalité française, il aura toutes les peines du monde à repartir puisque son cercle familial est ici. Je pense que tout ça c'est toujours une notion, en quelque sorte « nous sommes le dessus du panier (38'30) parce que nous avons la nationalité française » et les autres, ceux qui ont fait des bêtises, ceux là restent au niveau inférieur alors que les anglais sont la dessus souvent beaucoup plus réalistes aussi où ils disent, on a fait la mission nationalité, on est allé là-bas et eux disent en gros « on par du principe que si quelqu'un a des attaches et vit au pays durablement autant qu'il ait la nationalité » c'est aussi simple.

VO : C'est une manière de se dédouaner de notre (39'00) responsabilité. Quelqu'un qui a grandi ici, qui a commis une infraction, ou quelque soit le degré de son infraction, je ne parle pas de terrorisme, finalement on est co-responsable de son échec, que pouvez nous dire là-dessus ?

GPL : Très souvent, l'argument qui consiste à dire qu'un jeune qui est d'origine étrangère, si à l'adolescence, il tourne mal ou qu'il fait des bêtises, qu'on va le renvoyer au pays d'origine de ses parents, c'est effectivement un argument que j'ai toujours du mal à comprendre ; (39'30) parce que ce jeune il a grandi ici, il est allé à l'école ici, ses copains son ici, si jamais ses parents sont ici, ses frères et sœurs aussi, si il fait des bêtises pourquoi le renvoyer dans un pays où il ne connaît personne qui pourra dire d'ailleurs avec à juste titre « mais au fond moi, je n'y suis pour rien sur le fait que ce jeune ait mal tourné, il n'a jamais grandi, il n'a pas vécu ici ». Je pense que une des difficultés que nous avons pour nos jeunes, c'est que les parents, (40'00) parfois viennent de pays où l'éducation est très autoritaire et dans le 20^{ème} arrondissement, je suis un peu questions là puisque je m'occupe un peu des enfances en danger et quand on discute avec des associations de migrants, ils vous disent cela : le père, l'enfant commence à mal tourner, il est convoqué au commissariat parce que l'enfant a volé (...) prisunic, au commissariat, il commence à donner à l'enfant une paire gifle (40'30) alors on lui dit « faut pas du tout faire comme ça », il y a même un cas

où on l'avait lui-même mis en garde à vue, la fois suivante quand on appelle pour lui dire que son enfant avait fait une bêtise, il a dit « écoutez vous savez ce qu'il faut faire, moi je ne fais pas comme il faut , débrouillez vous avec lui ». Sans aller à l'extrême, très souvent, on a dans notre société, on a des pères qui sont dépassés parce que leur mode d'éducation qui est souvent très autoritaire voire même la fessée (41'00) ou la correction, ce sont des choses qu'on n'admet pas, et par conséquent, eux, après ils ne savent plus comment s'en dépatouiller et lorsqu'ils ont baissé les bras on leur dit « c'est inadmissible, il y a démission des parents ». Je crois qu'il faudrait à la fois, d'abord, revaloriser les parents, puisque quand on continue à dire qu'il y a des parents qui ne savent pas parler français et que c'est donc l'enfant qui signe le carnet, je me dis mais comment se fait-il (41'30) qu'on ait pas un plan d'alphabétisation important de toutes les mères de familles, c'est vrai qu'il n'est pas logique que les mères de famille ne puissent pas lire ce que l'école leur envoie mais on s'aperçoit alors que assez facile à régler ; d'une part s'il y avait assez de structures faisant de l'alphabétisation pour les mères de familles et que par ailleurs même les pères qui travaillent, je pense que si vous travaillez 40h par semaine voire 20h (42'00) par semaine, vous pourriez avoir deux heures de formation d'apprentissage du français sur les heures de travail ; ce n'est pas compliqué. Et en même temps, on continue à nous dire c'est inadmissible, ces gens la ne parlent pas français ». **Quelque part me semble t il, il y a une volonté de montrer du doigt pour un certain nombre de problèmes mais pas de prendre des mesures simples et concrètes pour les régler.**

VO : Oui parce qu'on demande aux gens de montrer qu'ils sont intégrés, à la base le devoir d'intégration il est du côté de l'Etat non ? (43'30)

GPL : Nous dans le 20^{ème}, nous avons des associations qui font un très gros travail...